

Incidence de la migration interprovinciale sur l'ensemble de la production et de la productivité du travail au Canada, 1987-2006

Andrew Sharpe, Jean-Francois Arsenault et Daniel Ershov¹
Centre d'étude des niveaux de vie

RÉSUMÉ

La migration interprovinciale a augmenté considérablement au Canada depuis 2003. Nous élaborons dans le présent article une méthode visant à estimer, pour l'ensemble de la production, les gains attribuables à la migration provinciale provenant de deux sources : les gains découlant d'un accroissement de l'emploi, et les gains découlant d'une réaffectation des travailleurs entre les provinces présentant des niveaux de productivité différents. Selon nos estimations, en 2006, la migration interprovinciale a procuré des gains de production nets de 883,1 millions de dollars (en prix constants de 1997), c'est-à-dire 0,074 pour cent du PIB. Les taux d'emploi plus élevés dans les provinces enregistrant un solde positif net de la migration interprovinciale ont figuré pour 398,0 millions de dollars des gains, alors que la production plus élevée par travailleur dans ces provinces est intervenue pour des gains de 485,0 millions de dollars.

EN 2006, UN NOMBRE RECORD de personnes (370 791), équivalant à 1,14 % de tous les Canadiens, ont déménagé d'une province à l'autre, ce qui représente une hausse de 50 % par rapport à 2003. Afin d'explorer les conséquences de ces développements, le présent article élabore une méthode servant à estimer l'effet de la migration interprovinciale sur l'ensemble de la productivité et de la production. Selon la théorie

économique, les travailleurs ont tendance à migrer des régions à faible productivité vers des régions à productivité élevée² pour des raisons économiques, ce qui crée dans l'ensemble un effet positif sur la production et la productivité grâce à un effet de réaffectation ou de composition. Cela devrait être particulièrement évident dans le cas du Canada en raison des fortes disparités régionales dans le développement

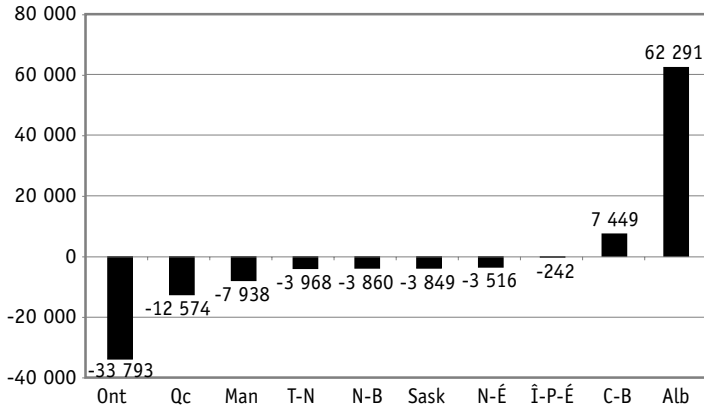
1 Andrew Sharpe est directeur exécutif, Jean-Francois Arsenault est économiste et Daniel Ershov est étudiant de programme d'enseignement coopératif au Centre d'étude des niveaux de vie. Le présent document est une version abrégée du rapport de recherche 2007-02 (Sharpe, Arsenault et Ershov, 2007) du CENV. Le rapport non abrégé, qui renferme une multitude de tableaux, peut être consulté à <http://www.csls.ca/reports/csls2007-02.pdf>. Les auteurs remercient Sharon Qiao, Christopher Ross, Simon Lapointe et Cèleste Bradley pour leur contribution au rapport et Benoît Robidoux et Frank Lee de Finances Canada pour leurs commentaires. Courriel : andrew.sharpe@csls.ca.

2 Dans ce rapport, les expressions « productivité élevée » et « productivité faible » désignent des niveaux et non des taux de croissance.

Graphique 1

Variations nettes de la migration par province, 2006

(en personnes)

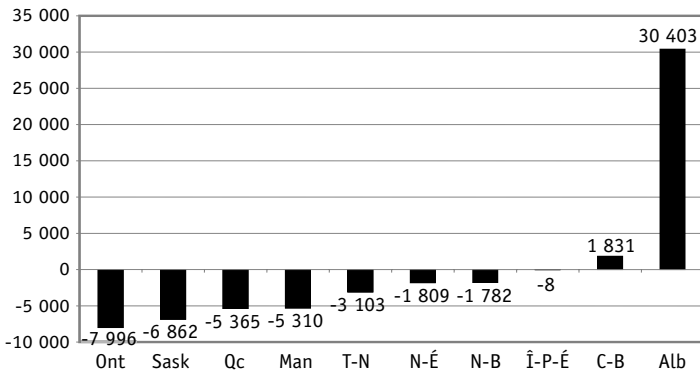


Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 5).

Graphique 2

Variations annuelles moyennes de la migration nette par province, 2001-2006

(en personnes)



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 5).

économique des régions d'une province à l'autre. Ainsi, l'Alberta est une province en plein essor qui affiche des niveaux de productivité supérieurs à la moyenne, alors que la région de l'Atlantique fait face à une croissance plus faible et à des niveaux de productivité inférieurs à la moyenne. De plus, il est relativement aisé de déménager d'une province à l'autre au Canada, ce qui donne lieu à des flux migratoires massifs, surtout de l'est vers l'ouest.

Nous présentons dans la première partie de cet article un aperçu de la migration interpro-

vinciale au Canada de même que les caractéristiques des migrants interprovinciaux. Dans la deuxième partie, nous illustrerons la méthodologie servant à calculer la contribution de la migration interprovinciale à l'ensemble de la production et de la productivité du travail au Canada. La troisième partie fera état des résultats. La quatrième partie abordera divers facteurs susceptibles d'expliquer pourquoi nos résultats peuvent surestimer ou sous-estimer l'effet réel de la migration interprovinciale sur la production et la productivité. Nos conclusions sont dans la dernière section.

Aperçu de la migration interprovinciale au Canada

Flux migratoires

La migration interprovinciale peut se mesurer de deux façons : par la migration nette ou par la migration brute. Par définition, la migration nette au Canada pour l'ensemble de la population est égale à zéro puisque le nombre d'entrants (immigrants internes) correspond au nombre de sortants (émigrants internes) des provinces. Les flux migratoires nets d'une province peuvent présenter un solde positif ou négatif. Toutefois, la migration nette des travailleurs au Canada ne sera pas égale à zéro du fait qu'une personne en chômage dans sa province d'origine peut commencer à travailler dans sa province de destination. Le concept de la migration positive nette (qui, par définition, est égale à la migration négative nette à l'échelon nationale) est utilisé pour calculer les gains de production découlant de la migration interprovinciale. La migration interprovinciale brute est égale à la somme des immigrants internes ou des émigrants internes, puisque ces deux nombres sont égaux.

Flux migratoires en 2006

Seules deux provinces ont enregistré un gain net de la migration interprovinciale en 2006 : l'Alberta et la Colombie-Britannique

(graphique 1). L'Alberta a eu un gain net de 62 291 personnes et la Colombie-Britannique, 7 449 personnes. Toutes les autres provinces ont perdu de leur population. C'est l'Ontario qui a perdu le plus avec des flux interprovinciaux externes de 33 793 personnes, suivie par le Québec (12 574 personnes) et le Manitoba (7 938 personnes).

La migration interprovinciale positive totale nette, qui équivaut à la migration interprovinciale négative nette, s'est établie à 69 740 personnes en 2006, ce qui représente 0,21 % de la population totale (tableau 1). Il s'agit-là d'un record en chiffres absolus qui surpassait l'ancien sommet de 57 126 atteint en 1987. La migration positive nette, aussi récemment qu'en 2003, ne s'était fixée qu'à 14 835 personnes.

Flux migratoires entre 2001 et 2006

Pour la période 2001-2006, les tendances annuelles moyennes de la migration positive nette ont été semblables aux tendances migratoires de 2006 (graphique 2). L'Alberta a enregistré des flux positifs élevés pendant cette période, recevant en moyenne 30 403 personnes chaque année venant des autres provinces. La seule autre province ayant connu un gain est la Colombie-Britannique, avec un solde positif moyen de 1 831 migrants par année. L'Ontario et la Saskatchewan ont subi les plus fortes pertes nettes annuelles, respectivement de 7 996 et 6 862 sortants.

Flux migratoires entre 1987 et 2006

Lorsqu'on examine l'ensemble des gains migratoires nets entre 1987 et 2006, on constate que c'est l'Alberta qui a le plus gagné, avec une augmentation nette de 295 463 personnes (graphique 3). Fait à souligner, 112 108 (38 %) de ces migrants nets sont entrés dans la province dans les seules années

Tableau 1
Migration totale brute et migration totale positive nette, 1987-2006
(en personnes)

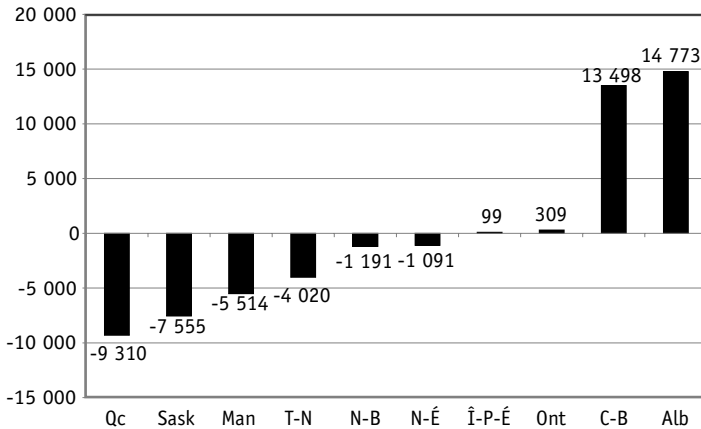
	Migration totale brute	En % de la population totale	Migration totale positive nette	En % de la population totale
1987	306 410	1,16	57 126	0,22
1988	311 501	1,17	40 639	0,15
1989	335 707	1,23	40 592	0,15
1990	320 900	1,16	50 066	0,18
1991	304 105	1,09	40 831	0,15
1992	297 868	1,05	40 511	0,14
1993	273 145	0,96	37 336	0,13
1994	276 222	0,96	34 532	0,12
1995	276 100	0,95	27 751	0,10
1996	274 115	0,93	32 428	0,11
1997	280 719	0,94	39 770	0,13
1998	286 380	0,95	49 833	0,17
1999	266 690	0,88	38 132	0,13
2000	280 645	0,92	46 619	0,15
2001	271 371	0,88	34 906	0,11
2002	271 738	0,87	22 622	0,07
2003	247 230	0,78	14 835	0,05
2004	260 532	0,82	26 216	0,08
2005	304 991	0,95	54 404	0,17
2006	370 791	1,14	69 740	0,21
Moyennes par période				
87-89	308 956	1,16	48 883	0,184
90-95	291 390	1,03	38 505	0,136
96-00	277 710	0,92	41 356	0,137
05-06	337 891	1,04	62 072	0,192
01-06	287 776	0,91	37 121	0,116
87-06	290 858	0,99	39 944	0,136

Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableaux 5, 5A, 6 et 6A).

2005 et 2006. La Colombie-Britannique arrive au second rang avec un gain de 269 969 personnes. Le Québec a subi la plus grande perte (186 196), suivi par la Saskatchewan (151 092), le Manitoba (110 279) et Terre-Neuve (80 000). L'Ontario a enregistré des gains de population à la suite de la migration interprovinciale pendant certaines sous-périodes, et des pertes dans d'autres, mais elle n'a gagné pour toute la période que 6 000 personnes.

Graphique 3
Variations annuelles moyennes de la migration
nette par province, 1987-2006

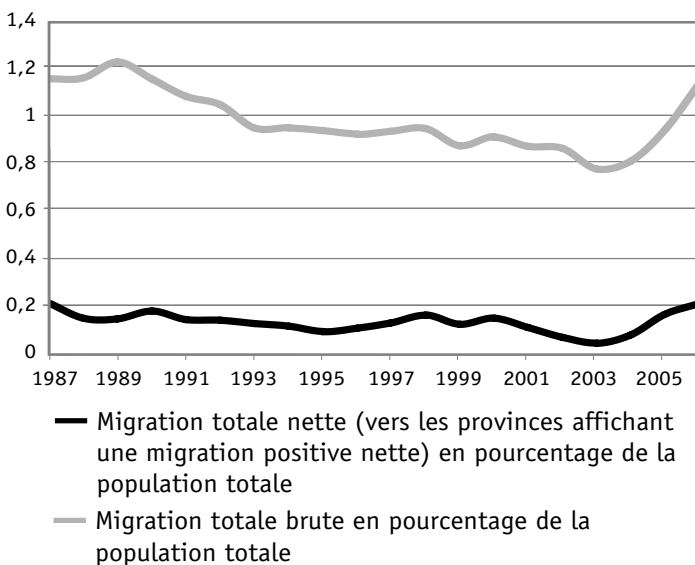
(en personnes)



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 5).

Graphique 4
Nombre total de migrants interprovinciaux en pourcentage
de la population totale canadienne, 1987-2006

(en pourcentage)



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 5A).

Migration nette et migration brute
par rapport à la population totale

Les flux migratoires nets sont infimes lorsqu'on les compare à la population totale de chaque province et aux flux migratoires bruts

(graphique 4). En 2006, la migration interprovinciale nette représentait 0,21 % de la population totale du Canada. Il s'agit-là d'une hausse considérable lorsqu'on la compare aux années antérieures, par exemple au seuil record de 0,05 % de 2003, bien que le chiffre soit légèrement inférieur au sommet record de 1987, établi à 0,22 %. Par comparaison, la migration brute a figuré pour 1,14 % de toute la population en 2006. Par rapport aux années antérieures, ce pourcentage a diminué puisqu'il se situe sous le sommet de 1,23 % de la population totale du Canada établi en 1989, bien que le pourcentage pour 2006 soit le plus élevé jamais enregistré depuis 1990.

Le plus important flux net pour une province par rapport à sa population pendant la période 1987-2006 a eu lieu en Alberta en 2006, lorsque le nombre net d'immigrants internes a été égal à 1,85 % de la population de la province. La plus forte migration négative nette par rapport à la population d'une province a eu lieu en Saskatchewan en 1989, les émigrants internes représentant cette année-là 1,80 % de la population de la Saskatchewan.

Ces dernières années, l'augmentation de la migration interprovinciale attribuable à l'accroissement des débouchés économiques dans l'Ouest du Canada nous indique que les obstacles à la mobilité du travail ne seraient peut-être pas aussi importants qu'on serait porté à le croire. De fait, lorsqu'on examine différents ouvrages, voici ce que concluent Grady et Macmillan (2007:27) :

« Aucune étude empirique ne démontre que la réglementation des professions et des métiers représente un obstacle substantiel à la mobilité. Cela signifie que soit les obstacles ne sont pas à ce point importants dans la pratique, soit, pour une raison inexplicable quelconque, ils ont été oubliés par les chercheurs. »

Caractéristiques des migrants interprovinciaux

Le recensement constitue la meilleure source de renseignements sur les caractéristiques des migrants interprovinciaux. Selon les données du recensement de 2001, qui sont les plus récentes à notre disposition, les deux tiers des migrants interprovinciaux avaient entre 15 et 44 ans alors que seulement 44 % de tous les Canadiens appartenaient à ce groupe d'âge. Le recensement a aussi révélé que le deux tiers des migrants avaient au moins suivi des études postsecondaires partielles, comparativement à seulement 51,0 % de toute la population en âge de travailler. Les migrants interprovinciaux présentaient aussi un taux de chômage beaucoup plus élevé que celui de l'ensemble de la population au cours de leur première année dans la province de destination : 14,1 %, ce qui est presque deux fois plus que le taux de chômage de la population totale.

Le taux d'emploi des migrants interprovinciaux en 2001 (65,6 %) était plus élevé que celui de la population totale en âge de travailler (61,4 %), comme l'était d'ailleurs le taux d'activité des migrants : 76,4 % contre 66,2 %. Ces statistiques du marché du travail révèlent que les migrants avaient tendance à être plus actifs, ce qui est plausible vu leur plus jeune âge et leur niveau de scolarité plus élevé.

Les gens migrent surtout pour des raisons économiques. Ce fait a été corroboré par des études qui constatent que les migrants interprovinciaux ont des gains plus élevés que les non-migrants. Utilisant les données fiscales de la base de données administratives longitudinales (BDAL), Ross Finnie (2001: tableau 1a) a appris que les migrants interprovinciaux au Canada

avaient enregistré une augmentation de leurs gains de 9,4 % au cours d'une période de deux ans, comparativement à 4,8 % pour les non-migrants et à 0,8 % pour les autres. Autrement dit, les migrants interprovinciaux ont affiché des gains supérieurs de 4,6 % à ceux des non-migrants³.

Méthodologie

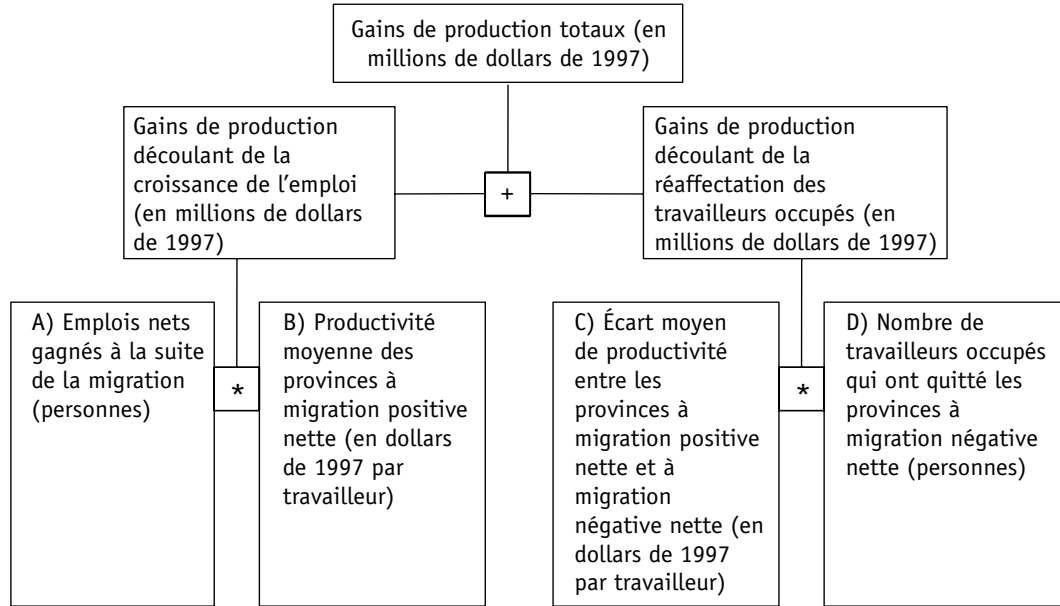
Un aperçu de la méthodologie

Nous tenterons ici de quantifier les variations survenues dans l'ensemble de la productivité du travail et de la production à la suite de la migration interprovinciale des travailleurs. Les gains de production totaux proviennent de deux effets distincts : les gains de l'emploi attribuables à la migration interprovinciale, et la réaffectation des travailleurs entre les provinces présentant des niveaux de productivité différents. Le premier effet est imputable aux personnes qui sont en chômage ou hors de la population active dans la province d'origine et qui trouvent un emploi dans la province de destination. On le calcule approximativement au moyen du différentiel des taux d'emploi des provinces. Le deuxième effet est attribuable aux travailleurs déjà occupés qui déménagent d'une province à faible taux de productivité vers une province à productivité élevée. Si l'on suppose que les travailleurs présentent le niveau de productivité moyen de leur province de résidence, leur productivité augmentera lorsqu'ils migreront dans une province à productivité plus élevée. La production nationale totale augmentera de l'écart de productivité entre les provinces situées de part et d'autre de la productivité moyenne pour chaque travailleur migrant (pièce 1).

3 Dans une étude antérieure réalisée par Lin (1995) sur les rendements économiques de la mobilité interprovinciale des travailleurs au Canada, l'auteur a constaté que le déménagement dans une autre province rapportait d'énormes dividendes. Entre 1989 et 1990, les gains nominaux moyens des migrants de sexe masculin provenant d'un emploi rémunéré ont augmenté de 7 682 \$, alors que ceux des non-migrants ne progressaient que de 2 162 \$. La mobilité interprovinciale a procuré un rendement économique net de 5 520 \$ ou presque 26 % des gains des migrants de sexe masculin avant leur déménagement. Pour les femmes, le rendement économique de leur mobilité a été un peu moins élevé que celui des hommes (5 220 \$), mais il a été encore plus important (presque 45 %) lorsqu'on l'exprime en pourcentage des gains des migrantes avant leur déménagement.

Pièce 1

Cadre d'estimation des gains de production totaux découlant de la migration interprovinciale



Nota : On peut aussi exprimer les mesures de la productivité en dollars courants.

Plus concrètement, les gains de production par suite des fluctuations de l'emploi sont égaux au produit du nombre de nouveaux emplois gagnés à la suite de la migration entre des provinces présentant des taux d'emploi différents (les provinces à gains nets ont tendance à présenter des taux d'emploi plus élevés) par le niveau moyen de productivité des provinces à migration positive nette (ici encore, les provinces à migration positive nette ont tendance à présenter un niveau de productivité supérieur à la moyenne). Les gains de production par suite de la réaffectation sont égaux à l'écart de productivité moyenne entre les provinces présentant une migration positive nette et les provinces présentant une migration négative nette, multiplié par le nombre de travailleurs qui sont sortis

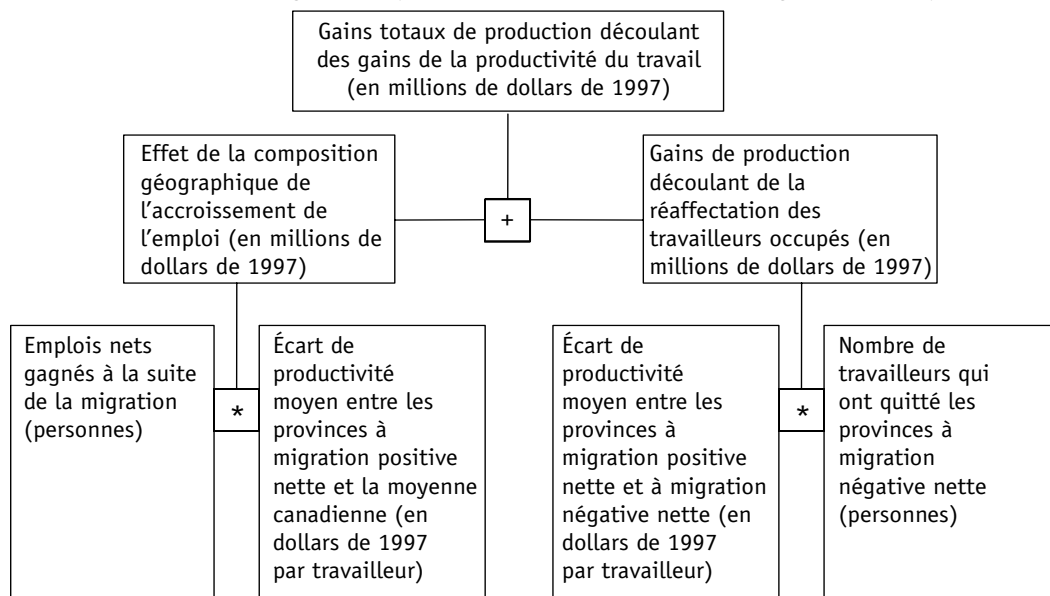
des provinces à migration négative nette⁴. Les gains totaux de production attribuables à la migration interprovinciale sont égaux à la somme de ces deux facteurs.

On calcule l'effet de la migration interprovinciale sur la productivité globale du travail en isolant les gains de production qui découlent directement des gains de la productivité du travail. Il est évident que les gains de production qui proviennent de la réaffectation des travailleurs d'une province à l'autre peuvent être entièrement imputés aux gains de productivité puisque les travailleurs réaffectés contribuent à une augmentation de la production sans pour autant que cela fasse fluctuer le niveau de l'emploi national. L'effet des nouveaux emplois sur la productivité n'est pas aussi intuitif à calculer. Si le niveau de

4 Ici encore, il faut se rappeler que le nombre de travailleurs occupés qui ont quitté des provinces à migration négative nette (D) à la pièce 1) est le nombre de travailleurs qui ont été réaffectés. Le nombre de migrants qui sont entrés dans une province à migration positive nette est équivalent au nombre de travailleurs occupés qui ont quitté des provinces à migration négative nette (D) auquel nous ajoutons le nombre de travailleurs en chômage qui ont trouvé un emploi dans la province de destination (A). Par conséquent, il est également possible de calculer les gains de production totaux pour le Canada en multipliant, pour chaque province, le nombre de travailleurs acquis ou perdus par la productivité moyenne des provinces puis en faisant la somme des provinces.

Pièce 2

Cadre d'estimation des gains de productivité découlant de la migration interprovinciale



productivité des nouveaux emplois est égal à la moyenne nationale, il n'y a aucun effet sur la productivité globale. Dans ce cas, l'effet positif sur la production est neutralisé par l'augmentation de l'emploi. Par contre, si les nouveaux emplois sont pour la plupart créés dans les provinces affichant une productivité supérieure à la moyenne, les nouveaux emplois augmenteront alors le niveau national de la productivité du travail. On en déduit intuitivement qu'un accroissement de l'emploi dans les industries ou provinces à productivité élevée aura tendance à faire monter la productivité, même si l'emploi dans les autres provinces ne change pas. Dans notre document, cet effet sur la productivité porte le nom d'« effet de la composition géographique » de la création des nouveaux emplois.

La pièce 2 indique comment sont calculés les gains de production qui découlent des gains de la productivité du travail. On obtient l'effet de la composition géographique des nouveaux emplois en multipliant le nombre de nouveaux

emplois attribuables à la migration par l'écart de productivité entre les provinces à migration positive nette et la moyenne nationale. L'autre composante désigne simplement les gains de production attribuables à la réaffectation des travailleurs occupés qu'on a calculés de la même façon qu'à la pièce 1.

Application de la méthodologie⁵

La méthodologie comporte un certain nombre d'hypothèses. Pour obtenir une estimation des gains de production découlant de la migration, nous supposons ceci :

- En moyenne, les travailleurs migrants présentent la productivité moyenne de leur province d'origine.
- Après leur migration, les travailleurs obtiennent un emploi présentant la productivité moyenne de leur province de destination.
- En moyenne, les migrants présentent la structure démographique de leur province d'origine.

5 Pour une description détaillée de la méthodologie sous forme algébrique, prière de se reporter à l'annexe II la version non abrégée du rapport (Sharpe, Arsenault et Ershov, 2007).

- On définit la productivité comme la production par travailleur (en dollars constants ou en dollars courants), ce qui ne tient donc pas compte des écarts du nombre moyen d'heures travaillées entre les provinces, qui sont de toute façon très minimes pendant la période analysée.

Ces quatre hypothèses engendrent un certain nombre d'autres hypothèses plus spécifiques. Par exemple, elles supposent que les écarts de productivité entre les provinces ne sont pas spécifiques aux travailleurs, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas attribuables, par exemple, aux différents niveaux de scolarité d'une province à l'autre⁶.

Pour connaître la contribution de la migration à long terme à la production totale et à la productivité totale, on a obtenu pour chaque province les estimations brutes de la migration interne et externe puis on a retranché la migration externe de la migration interne pour obtenir la migration provinciale nette. Toutefois, comme ces estimations de la migration nette s'appliquaient à l'ensemble de la population, il a fallu estimer le nombre de travailleurs qui changent de province et qui contribuent effectivement à la production et à la productivité (Statistique Canada n'a fourni que les estimations de la migration interprovinciale pour l'ensemble de la population). On trouvera ci-après la méthode utilisée pour calculer la migration nette des travailleurs pour chaque province :

- Nous avons multiplié les flux de la migration externe brute de la province par le rapport de la population en âge de travailler (c.-à-d. les personnes de 15 ans ou plus) à la population de chaque province d'origine⁷. Cette opération servait à tenir compte des struc-

tures démographiques légèrement différentes d'une province à l'autre, en supposant que la structure démographique de la population migrante reflète celle de la population totale de sa province d'origine.

- Pour estimer le nombre de travailleurs acquis par la province de destination, nous avons multiplié l'estimation du flux d'immigrants internes en âge de travailler par le taux d'emploi de chaque province de destination.
- Pour calculer le nombre de travailleurs perdus par la province d'origine, nous avons multiplié l'estimation du flux d'émigrants internes en âge de travailler pour chaque province par le taux d'emploi de la province d'origine.
- Étant donné que chaque province d'origine est aussi une province de destination, il a été possible, en retranchant le nombre total de travailleurs perdus du nombre total de travailleurs gagnés, de calculer l'estimation de la migration nette de travailleurs pour chacune des provinces.

Pour calculer l'effet de la migration interprovinciale sur la production, nous avons multiplié la migration nette des travailleurs de la province par la production moyenne provinciale par travailleur de la province. Cela peut être fait en dollars constants ou en dollars courants. Comme les taux d'emploi et les structures démographiques sont différents d'une province à l'autre, il est important de souligner que le nombre de travailleurs perdus par la province d'origine n'est pas nécessairement égal au nombre de travailleurs gagnés par la province de destination. De fait, si les gens migrent pour trouver un emploi, la migration nette devrait se faire des

6 Cela signifierait que les écarts de productivité entre les provinces sont surtout attribuables aux écarts de l'intensité du capital ou de la structure des industries. Les écarts de productivité pourraient aussi découler des écarts dans les économies d'échelle obtenues dans chacune des économies provinciales, certaines provinces ayant des villes plus peuplées et un pourcentage plus élevé de personnes dans les régions urbaines.

7 Les rapports de la population en âge de travailler à la population totale sont similaires d'une province à l'autre. Par exemple, en 2006, les rapports ont varié de 79,2 % en Saskatchewan à 83,3 % à Terre-Neuve.

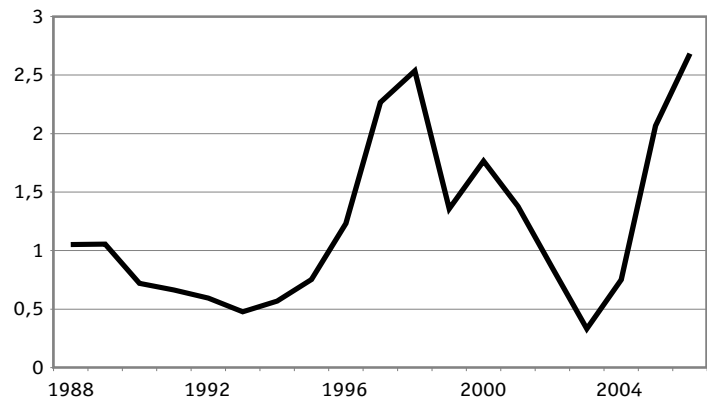
provinces à faible taux d'emploi vers les provinces à taux d'emploi élevé, ce qui aurait pour effet d'augmenter l'emploi national du fait que les migrants en chômage ou hors de la population active trouvent un emploi dans leur province de destination. La hausse de l'emploi fera monter la production globale, car un plus grand nombre de travailleurs contribuent au PIB.

Les fluctuations de l'emploi signifient que, outre les gains de production attribuables à la réaffectation de travailleurs, il y a également des gains de production découlant de l'accroissement de l'emploi à la suite de la migration. Comme nous en avons fait état auparavant, il est possible de décomposer les gains de production totaux de la migration en deux effets : l'effet de l'emploi et l'effet de la réaffectation. Pour calculer l'effet de l'accroissement de l'emploi sur la production, nous multiplions le nombre total d'emplois gagnés à la suite de la migration par une moyenne pondérée de la production par travailleur des provinces présentant une migration positive nette, à son tour pondérée par la part de la migration nette dans la province. On retranche ensuite cette estimation des gains de productions totaux découlant de la migration pour obtenir la production attribuable à la réaffectation des travailleurs, qui contribue à la variation de la productivité générale.

Pour connaître la contribution totale de la migration dans la variation de la productivité, nous ajoutons l'effet de la composition géographique des nouveaux emplois à l'estimation des gains de production provenant de la réaffectation des travailleurs. Pour connaître l'effet de la composition géographique des nouveaux emplois, nous calculons l'écart entre la productivité moyenne au Canada et la productivité moyenne pondérée dans les provinces affichant une migration positive nette,

Graphique 5

Contribution de la migration interprovinciale à la croissance de la production réelle au Canada, 1988-2006 (en pourcentage de la croissance tendancielle du PIB)



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 14).

Nota : De 1987 à 2006, le taux de croissance tendanciel moyen du PIB réel est de 2,83 % par année.

puis nous le multiplions par le nombre d'emplois gagnés par suite de la migration.

Résultats

Nous examinons dans cette section les principaux résultats obtenus à l'aide de la méthodologie décrite dans la section précédente, plus particulièrement les résultats en prix constants de 1997.

Résultats en prix constants⁸

Gains de production, 1987-2006

Nous avons constaté que la variation totale de la production découlant de la migration interprovinciale avait ajouté 883,1 millions de dollars au PIB en 2006 (tableau 2). Cela représentait la plus forte contribution de la migration interprovinciale à la croissance de la production pour la période 1987-2006, qui correspond à une croissance de 0,076 point en 2006, ou 2,68 % de la croissance tendancielle du PIB réel pour cette année (graphique 5). Pendant toute la période de 1987 à 2006, la migration interprovinciale a ajouté à la production 6 227 millions de dollars,

⁸ Les valeurs en dollars dans cette section sont exprimées en dollars constants de 1997.

Tableau 2**Décomposition des gains de production attribuables à la migration interprovinciale, 1987-2006**

(en millions de dollars de 1997)

	Gains de production attribuables à la réaffectation des travailleurs	En % du PIB	Gains de production attribuables à la hausse de l'emploi	En % du PIB	Gains totaux de production attribuables à la migration	En % du PIB
	A	B	C	D	E=A+C	F=B+D
1987	118,1	0,017	52,1	0,007	170,2	0,024
1988	188,6	0,026	18,9	0,003	207,5	0,028
1989	200,3	0,026	20,0	0,003	220,2	0,029
1990	137,8	0,018	16,3	0,002	154,1	0,02
1991	109,1	0,015	33,4	0,004	142,4	0,019
1992	76,1	0,01	49,0	0,007	125,2	0,017
1993	46,1	0,006	55,5	0,007	101,6	0,013
1994	30,4	0,004	93,4	0,012	123,8	0,015
1995	64,0	0,008	107,9	0,013	171,9	0,021
1996	110,6	0,013	178,3	0,021	288,9	0,034
1997	250,7	0,029	289,2	0,033	540,0	0,061
1998	300,8	0,033	330,1	0,036	630,9	0,069
1999	188,2	0,019	163,5	0,017	351,7	0,036
2000	270,2	0,027	212,0	0,021	482,2	0,047
2001	204,8	0,02	191,4	0,019	396,2	0,038
2002	130,1	0,012	118,5	0,011	248,6	0,023
2003	53,1	0,005	46,8	0,004	100,0	0,009
2004	122,8	0,011	107,8	0,01	230,6	0,02
2005	380,8	0,033	277,3	0,024	658,1	0,057
2006	485,0	0,041	398,0	0,033	883,1	0,074
Moyennes par période						
1987-1989	153,4	0,021	35,5	0,005	188,9	0,026
1990-1995	77,2	0,01	59,3	0,007	136,5	0,018
1996-2000	224,1	0,024	234,6	0,026	458,7	0,05
2005-2006	432,9	0,037	337,7	0,029	770,6	0,065
2001-2006	229,4	0,02	190,0	0,017	419,4	0,037
1987-2006	173,4	0,019	138,0	0,014	311,4	0,033

Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableaux 8A, 11 et 11A).

ou en moyenne 1,27 % de la croissance de la production réelle totale pendant la période.

En 2006, c'est l'Alberta qui a enregistré la plus forte contribution (3 139,5 millions de dollars) de la migration interprovinciale à la production réelle, la Colombie-Britannique arrivant loin en deuxième place, à 203,6 millions de dollars (graphique 6). La plus forte contribution négative de la migration interprovinciale à la production réelle est survenue en Ontario (-1 290,8 millions de dollars).

Décomposition des gains de production

Productivité du travail pondérée

Pour décomposer les gains de production globaux provenant de la migration interprovinciale en gains de production attribuables à l'emploi et en gains de production attribuables à une réaffectation des travailleurs occupés d'une province à l'autre, nous avons calculé des estimations pondérées de la productivité moyenne du travail

(pondérées par le nombre net de travailleurs migrants) pour les provinces présentant des pertes nettes de travailleurs et pour les provinces présentant des gains nets de travailleurs pour la période 1987-2006. En 2006, la productivité moyenne du travail pour les provinces affichant un gain net de travailleurs s'est établie à 84 360 \$ alors que la productivité moyenne des provinces présentant une perte nette de travailleurs se fixait à 70 467 \$, pour une différence de 13 893 \$ (graphique 7). L'écart de productivité a fluctué énormément entre 1987 et 2006, atteignant 2 135 \$ en 1994, l'une des rares années où l'Alberta, une province à productivité élevée, a connu des pertes de travailleurs, ce qui a contribué à augmenter la productivité moyenne des provinces affichant une perte nette de travailleurs. De la même façon, l'écart a atteint un sommet de 14 819 \$ en 1997 lorsque l'Alberta a connu un apport net de travailleurs très élevé.

Taux d'emploi pondérés

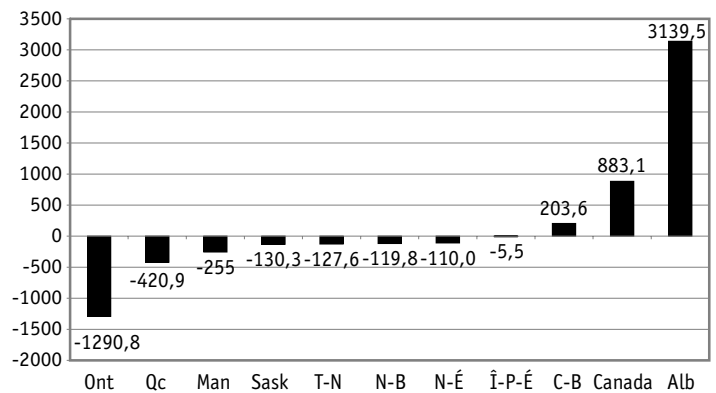
Les provinces affichant une migration interprovinciale positive nette offraient, en moyenne, un plus grand nombre de débouchés d'emploi, comme l'indique le taux d'emploi, que les provinces ayant une migration négative nette. En 2006, le taux d'emploi moyen pondéré des provinces ayant une migration positive nette s'est établi à 70,1 % (graphique 8)⁹. C'est 8,3 points de plus que le taux d'emploi des provinces présentant une migration négative nette (61,8 %). Entre 1987 et 2006, l'écart dans les taux d'emploi s'est échelonné entre un seuil de 0,6 point en 1990 et un sommet de 12,6 points en 1997.

Contrairement à la somme des variations provinciales nettes de population attribuables à la migration, qui est zéro, la somme des vari-

Graphique 6

Contribution de la migration interprovinciale au PIB réel par province, 2006

(en millions de dollars de 1997)

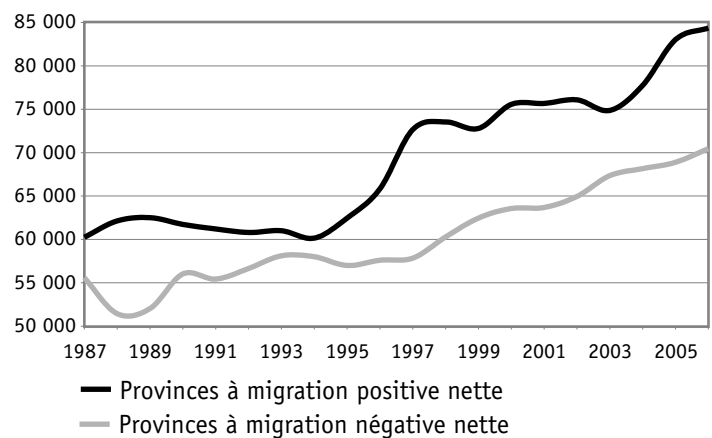


Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 11).

Graphique 7

Productivité du travail pour les provinces affichant une migration négative nette de travailleurs et les provinces affichant une migration positive nette de travailleurs, 1987-2006

(en dollars de 1997 par travailleur)



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 4C).

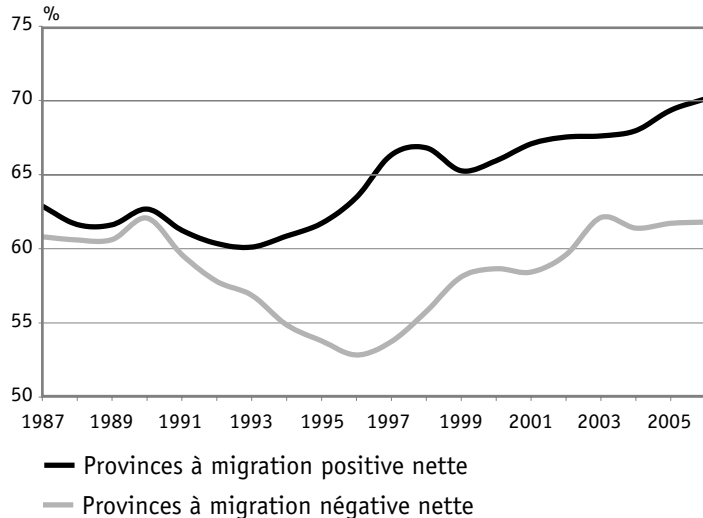
Nota : Pour chacune des années la composition des provinces qui gagnent des travailleurs, et des provinces qui perdent des travailleurs est différente.

ations nettes de l'emploi attribuables à la migration a dépassé zéro. Cela s'explique par le nombre de migrants qui étaient en chômage ou hors de la population active dans leur prov-

⁹ Les taux d'emploi ont été pondérés au moyen du pourcentage des flux migratoires nets sortants de la population en âge de travailler (15 ans ou plus) pour les provinces affichant des estimations migratoires négatives nettes, et des flux migratoires nets entrants de la population en âge de travailler (15 ans ou plus) pour les provinces affichant des estimations migratoires positives nettes.

Graphique 8

Taux d'emploi pondérés des provinces ayant une migration positive nette et des provinces ayant une migration négative nette, 1987-2006



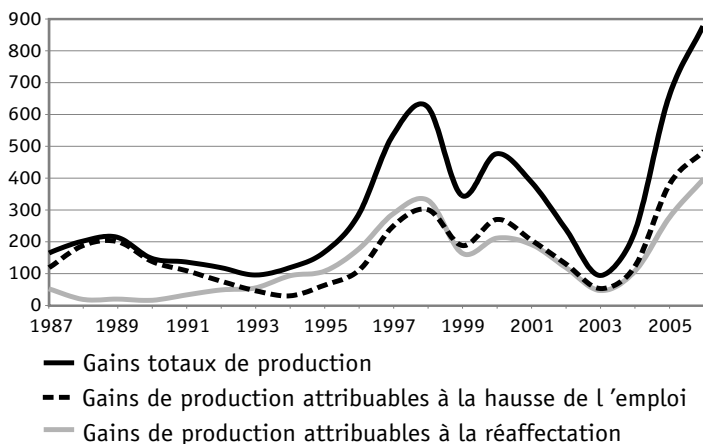
Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 8A).

Nota : Pour chacune des années la composition des provinces qui gagnent des travailleurs, et des provinces qui perdent des travailleurs est différente.

Graphique 9

Décomposition des gains totaux de production attribuables à la migration interprovinciale entre les effets de l'emploi et de la réaffectation, 1987-2006

(en millions de dollars de 1997)



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 8A).

ince d'origine mais qui ont trouvé du travail dans leur province de destination. On estime à 4 718 le nombre net de nouveaux emplois gag-

nés en 2006 par suite de l'écart des taux d'emploi entre les provinces affichant un solde migratoire positif net et les provinces affichant un solde migratoire négatif net. Entre 1987 et 2006, on estime que 37 681 emplois ont été ajoutés au Canada par suite de la migration interprovinciale.

Gains de production provenant de la hausse de l'emploi et de la réaffectation des travailleurs

Le produit de la productivité moyenne pondérée du travail des provinces ayant une migration positive nette par le nombre de nouveaux emplois gagnés à la suite de la migration nette donne une estimation de la contribution absolue de la hausse de l'emploi à l'ensemble des gains de production découlant de la migration. L'écart entre les gains de production totaux et les gains attribuables à la hausse de l'emploi représente la contribution absolue des gains de production provenant de la réaffectation des travailleurs entre les provinces. En 2006, la hausse de l'emploi a apporté une contribution de 398,0 millions de dollars tandis que la réaffectation contribuait 485,0 millions de dollars, pour un total de 883,1 millions de dollars en gains de production provenant de la migration (tableau 2, graphique 9).

Les plus fortes contributions absolues de l'emploi et de la réaffectation des travailleurs entre 1987 et 2006 par suite de la migration interprovinciale se sont produites en 2006, où les gains de production attribuables à la migration ont enregistré leur plus haut niveau. À 398,0 millions de dollars, les gains de l'emploi en 2006 ont fracassé l'ancien record de 330,1 millions de dollars obtenu en 1998. De même, l'incidence de la réaffectation, à 485,0 millions de dollars, a été beaucoup plus importante en 2006 qu'en 2005 où l'on avait enregistré le sommet précédent le plus élevé, c'est-à-dire 380,8 millions de dollars. Même si

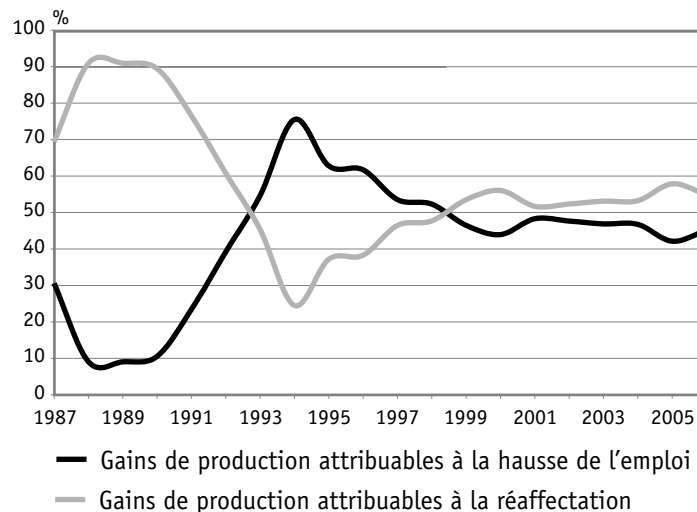
les gains totaux de production provenant de la migration ont atteint leur plus bas niveau en 2003, année où les gains de l'emploi et les gains de la réaffectation étaient médiocres, il est intéressant de souligner que ce n'est pas cette année-là qu'on a enregistré la valeur la moins élevée de ces deux composantes. Tandis que les gains attribuables à la hausse de l'emploi ont atteint leur plus faible niveau en 1990 (16,3 millions de dollars), les gains découlant de la réaffectation se sont fixés à un creux de 30,4 millions de dollars en 1994.

En pourcentage, les gains de l'emploi sont intervenus pour 45,1 % des gains totaux de production en 2006, alors que les gains provenant de la réaffectation ont représenté le reste, c'est-à-dire 54,9 % (graphique 10). L'importance relative de ces deux facteurs a fortement fluctué entre 1987 et 2006, la réaffectation représentant le facteur dominant jusqu'en 1993. Entre 1993 et 1999, la variation de l'emploi a été le facteur dominant, représentant jusqu'à 75,5 % de l'augmentation totale de la production. Pourtant, plus récemment (c.-à-d. entre 1999 et 2006), l'effet de la réaffectation des travailleurs a légèrement dominé l'effet de la hausse de l'emploi.

Les gains de production attribuables à la réaffectation sont une fonction à la fois de l'écart de productivité moyenne entre les provinces affichant des gains migratoires nets et les provinces présentant des pertes migratoires nettes, et du nombre de travailleurs qui quittent les provinces enregistrant une perte migratoire nette. Entre 2000 et 2006, la hausse de l'écart moyen de productivité du travail entre les provinces n'a représenté que 2,49 points de l'augmentation annuelle de 10,24 % des gains de production. Pendant cette période de six ans, l'écart croissant de productivité a figuré pour 24,3 % de l'augmentation des gains totaux de production attribuables à la réaffectation des travailleurs, alors que les flux migratoires croissants de travailleurs représentaient le reste. Il semble donc

Graphique 10

Décomposition en pourcentage des gains totaux de production attribuables à la migration interprovinciale au Canada, 1987-2006



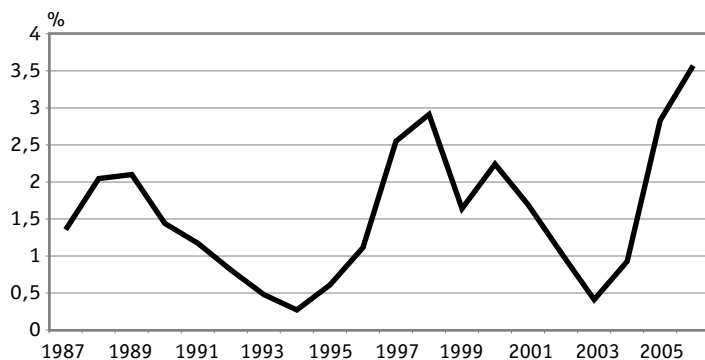
Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 11A).

que la récente hausse de l'écart de productivité entre les provinces présentant un solde migratoire positif net et les provinces présentant un solde migratoire négatif net n'a pas été aussi importante que l'augmentation des flux migratoires. C'est cette dernière qui a joué le plus grand rôle dans la vive progression récente des gains de production attribuables à la migration. Pourtant, entre 1987 et 2006, les augmentations de l'écart de productivité ont figuré pour plus de 50 % de la croissance des gains de production attribuables à la réaffectation des travailleurs. Cela semble indiquer que la récente montée en importance des flux migratoires en comparaison des écarts de productivité pourrait représenter un événement temporaire.

Incidence de la migration interprovinciale sur la croissance de la productivité du travail

La contribution de la migration à la croissance globale de la productivité du travail provient de deux sources : la réaffectation des travailleurs

Graphique 11
Contribution relative de la migration interprovinciale
à la croissance tendancielle de la productivité du travail
au Canada, 1987-2006



Source : Sharpe, Arsenault et Ershov (2007 : Tableau 14A)

Nota : La croissance tendancielle de la productivité du travail, qu'on mesure comme la croissance de la production par travailleur, s'est établie à 1,27 % par année entre 1987 et 2006.

dans des provinces présentant des niveaux de productivité moyenne différents et ce que nous appelons l'effet de composition géographique des nouveaux emplois. Ce dernier effet est assez minime et peut même être négatif comme ce fut le cas en 1994. S'il y a création disproportionnelle de nouveaux emplois suite à la migration interprovinciale dans les provinces où la productivité est supérieure à la moyenne, cela aura tendance à faire monter la productivité nationale moyenne, tandis que si les nouveaux emplois sont surtout créés dans les régions où la productivité est inférieure à la moyenne, l'effet sera opposé.

On calcule le taux de la contribution totale de la migration interprovinciale à la croissance tendancielle de la productivité globale du travail comme étant le quotient de la part de la variation nette de la production attribuable à la réaffectation et à la composition géographique des nouveaux emplois dans la production nationale

totale par le taux annuel moyen tendanciel de croissance de la production par travailleur dans l'économie. Dans notre étude, le taux tendanciel de la croissance de la production par travailleur au Canada pour la période 1987-2006 a été estimé à 1,27 % par année. En 2006, la migration interprovinciale a contribué 0,045 point ou 3,57 % à la croissance tendancielle de la productivité (graphique 11)¹⁰. Pour toute la période allant de 1987 à 2006, les gains de production attribuables à la migration ont représenté en moyenne 0,02 % du PIB total. Par conséquent, la migration a contribué en moyenne 0,02 point par année à la croissance de la productivité du travail, c'est-à-dire 1,56 % de la croissance totale de la productivité du travail chaque année.

Comparaison de l'incidence de la migration interprovinciale estimée par le CENV et par Finnie

Les ouvrages économiques existants renferment très peu d'estimations de l'incidence de la migration interprovinciale au Canada sur la productivité. Dans l'une des études empiriques traitant de la migration interprovinciale, Finnie (2001) a constaté que les migrants interprovinciaux avaient bénéficié d'un gain salarial de 4,6 % par rapport aux non-migrants sur une période de deux ans. Pour pouvoir comparer l'ordre de grandeur de nos estimations et de celles de Finnie, nous supposons que les constatations de Finnie sur les gains salariaux se traduisent par des gains de productivité relatifs équivalents. Nous estimons d'abord le nombre brut de migrants occupés en multipliant les flux migratoires bruts par le rapport entre la population en âge de travailler et la population totale et par le taux d'emploi pour le Canada. Nous supposons ensuite que chacun de ces migrants obtient un

10 La contribution de la migration à la croissance réelle de la productivité du travail en 2006 (qui, à 0,73 % a été beaucoup plus faible que la croissance tendancielle de la productivité du travail, à 1,27 %) a atteint 6,23 %. Il peut être trompeur de calculer la contribution de la migration interprovinciale à la croissance réelle de la productivité du travail puisque les taux de croissance annuels de la productivité du travail fluctuent et peuvent être infimes, comme en 2006.

gain de productivité de 4,6 % attribuable à la migration, ce qui nous donne une estimation des gains totaux de production et de productivité attribuables aux flux migratoires bruts.

On s'attendrait à ce que les estimations reposant sur les conclusions de Finnie soient plus élevées que les nôtres puisque ces dernières tiennent uniquement compte des flux migratoires nets. De fait, les estimations reposant sur les chiffres de Finnie sont beaucoup plus élevées que les estimations du CENV portant sur les gains de production attribuables à la réaffectation des travailleurs. En 2006, les estimations calculées à partir des gains salariaux moyens de Finnie pour les migrants ont établi les gains de production à 633 millions de dollars constants de 1997 comparativement à seulement 485 millions de dollars constants de 1997 pour les estimations des gains du CENV attribuables à la réaffectation des travailleurs. De plus, au cours de la période 1987-2006, les estimations reposant sur les chiffres de Finnie sont beaucoup plus stables que celles du CENV, les premières s'établissant en moyenne à 411 millions de dollars et, pour la plupart des années, ne s'écartant pas de plus de 10 % de cette moyenne. Par contre, les estimations du CENV varient entre 30 millions de dollars et 485 millions de dollars selon l'année, avec une moyenne de 174 millions de dollars. Ces fluctuations sont attribuable au fait que les flux migratoires nets provinciaux varient énormément en pourcentage de la migration brute.

Les estimations reposant sur les chiffres de Finnie (2001) ne tiennent cependant pas compte de l'effet des nouveaux emplois appréhendé par les estimations du CENV. Pourtant, les estimations du CENV portant sur les gains totaux de production attribuables à la migration, qui comprennent l'effet des nouveaux emplois, demeurent toujours en général inférieures aux

estimations reposant sur les chiffres de Finnie, lesquelles excluent de tels gains. En moyenne, les estimations totales du CENV sont inférieures de 100 millions de dollars, mais elles sont beaucoup plus élevées certaines années, par exemple en 2006 où elles dépassent de 250 millions de dollars les estimations basées sur les chiffres de Finnie.

L'écart entre les estimations du CENV et de Finnie découle en grande partie de notre décision, dans le présent article, de nous pencher sur les flux migratoires nets plutôt que sur les flux migratoires bruts. Non seulement les flux migratoires nets sont-ils beaucoup moins élevés que les flux migratoires bruts, mais ils varient aussi beaucoup plus d'une année à l'autre. En revanche, l'utilisation des flux migratoires bruts nationaux ne tient pas compte de l'incidence potentiellement importante des récents flux migratoires vers la province d'Alberta à productivité élevée. Pourtant, de façon surprenante, malgré les différences méthodologiques substantielles, les deux jeux d'estimations semblent à peu près correspondre. Qui plus est, les estimations dans les deux cas révèlent que même si la migration interprovinciale peut jouer un rôle important pour les migrants eux-mêmes, elle ne semble pas avoir une incidence notable sur l'économie canadienne au cours d'une année, quoique son incidence cumulée est susceptible d'être considérable.

Résultats en prix courants

La variation totale de la production attribuable à la migration interprovinciale a atteint 1 966,4 millions de dollars courants en 2006, ce qui équivaut à 0,144 % de la croissance réelle du PIB cette année-là¹¹. En dollars courants, le niveau des gains de production et les gains de production en pourcentage du PIB en 2006 sont presque deux fois plus élevés que les estimations obtenues en dollars constants. Du fait que les estimations en dollars constants sont corrigées des

11 La version non abrégée de ce rapport présente des estimations détaillées en dollars courants de l'incidence de la migration interprovinciale sur la production et la productivité.

variations de prix, les écarts de prix relatifs entre les provinces expliquent ces différences importantes. De fait, l'écart entre les gains de production en dollars constants et en dollars courants s'explique dans une large mesure par les plus fortes augmentations de prix survenues en Alberta. Entre 2002 et 2006, le déflateur du PIB en Alberta a augmenté de 5,8 % par année à cause de la hausse des prix de l'énergie, tandis que le déflateur du PIB pour le Canada progressait de 2,6 % par année. Les prix courants représentent une image plus exacte des incitatifs migratoires que les prix constants puisqu'ils reflètent la structure réelle des prix relatifs à un moment dans le temps. Par contre, les résultats en prix courants ne peuvent être utilisés pour estimer l'incidence de la migration interprovinciale sur la croissance de la productivité du travail parce que celle-ci se mesure en termes réels.

Limitations de la méthodologie

L'analyse de notre article cherche à faire ressortir l'effet de la migration interprovinciale nette sur la production et la productivité plutôt que l'effet de la migration interprovinciale brute. Il est clair que l'analyse présentée ici n'a pas pour but de cerner tous les effets de la migration sur l'économie. Elle est de nature restrictive et doit être interprétée comme telle. De fait, il existe plusieurs raisons pour lesquelles la méthodologie est susceptible de présenter un biais.

Biais ambigus

Deux hypothèses simplificatrices importantes peuvent entraîner un biais à la hausse ou à la baisse sur les résultats. En premier lieu, la mesure de la productivité que nous utilisons ici est la production par travailleur plutôt que la production par heure, qui est plus exacte. Il est donc possible que les écarts de production par travailleur entre les provinces soient surestimés ou sous-estimés. Toutefois, les écarts entre les

heures moyennes travaillées sont en général de faible importance d'une province à l'autre.

En second lieu, comme les mesures de la productivité sont des moyennes provinciales, elles ne tiennent pas compte de la productivité réelle des travailleurs qui ont migré, si les travailleurs présentent, en moyenne, une productivité inférieure ou supérieure à la marge. Il peut alors y avoir sous- ou surestimation des incidences de la migration sur la production et la productivité si le type de travailleur migrant et le type d'emploi que ces travailleurs trouvent diffèrent de la moyenne. Si un travailleur dont la productivité est inférieure à la moyenne quitte Terre-Neuve, la contribution négative de ce travailleur sur la production sera surestimée. De même, si un travailleur trouve un emploi à productivité supérieure à la moyenne en Alberta, la contribution du travailleur à la production globale sera sous-estimée.

Biais à la hausse

En adoptant des moyennes de productivité pour les provinces d'origine et de destination, nous supposons implicitement que les écarts de productivité entre les provinces ne sont pas attribuables aux caractéristiques des travailleurs. Autrement dit, ces écarts ne s'expliquent pas par des différences dans le capital humain d'une province à l'autre, car lorsqu'un travailleur passe d'une province à faible productivité vers une province à productivité élevée, on suppose qu'il atteint la productivité moyenne de la province de destination. On ne tient pas compte du fait qu'il provient d'une province présentant un capital humain inférieur à la moyenne. Pourtant, une telle hypothèse n'est pas totalement irréaliste puisqu'on peut largement expliquer les écarts de productivité entre les provinces au moyen de facteurs comme les différences dans l'intensité du capital, dans la structure des industries, dans les caractéristiques des emplois et dans les économies d'échelle provenant d'écarts dans la densité de la population.

Biais à la baisse

Il peut y avoir une diversité d'omissions ou de choix méthodologiques susceptibles de mener à une sous-estimation de l'effet de la migration interprovinciale sur la production et la productivité.

D'abord, et c'est le plus important facteur, les estimations reposent uniquement sur la migration interprovinciale nette et ne tiennent pas compte des gains associés à la migration brute. Or, des gains positifs peuvent découler d'une meilleure harmonisation entre les travailleurs et les employeurs. Étant donné que les travailleurs se déplacent généralement pour trouver de meilleurs débouchés d'emploi, il est plus probable que les migrants seront dans une meilleure position après leur déménagement, et ce même si un travailleur migre d'une province à productivité élevée vers une province à faible productivité. Dans ce contexte, si une paire de provinces présentent une migration nette de zéro mais des flux migratoires bruts plus élevés, les gains réels de la migration interprovinciale ne seront sans doute pas de zéro, comme l'indique implicitement notre méthodologie, puisque les migrants améliorent probablement leur situation et celle de leur province de destination.

Une autre raison de la sous-estimation tient au fait que les migrants se choisissent eux-mêmes et qu'ils possèdent sans doute des caractéristiques non observables, comme une stimulation qui les distingue des non-migrants et qui leur procure par le fait même une productivité supérieure à la moyenne. Toutefois, cet effet est sans doute très mince puisque les migrants auraient ces caractéristiques non observables autant dans leur province d'origine que dans leur province de destination. Pour cette raison, même si ces caractéristiques peuvent leur procurer une productivité supérieure à la moyenne dans leur province de destination, cela pourrait aussi vouloir dire qu'ils avaient une productivité supérieure à la moyenne dans leur province d'origine. Même à cela, on s'attendra en moyenne

à une faible sous-estimation attribuable aux caractéristiques non observables des migrants.

En troisième lieu, l'incidence de la migration est susceptible d'être plus forte chez les travailleurs en chômage que chez les travailleurs déjà occupés. Ceci découle naturellement du fait que les travailleurs en chômage font face à un gain salarial potentiellement beaucoup plus élevé que les autres travailleurs et sont donc beaucoup plus incités à migrer. Si, contrairement à ce que laisse supposer la méthodologie, un pourcentage plus élevé de migrants était auparavant en chômage, les gains de production pourraient être beaucoup plus importants.

Les flux migratoires et, du même coup, les avantages de la migration interprovinciale, ont pu également avoir été sous-estimés du fait que les migrants temporaires ne sont pas pris en compte par les méthodes servant à estimer les flux migratoires. Par exemple, beaucoup de Terre-Neuviens travaillent une bonne partie de l'année en Alberta, mais retournent chez eux plusieurs fois par année. Dans les statistiques officielles, ils peuvent être considérés à la fois comme des travailleurs et des résidents de Terre-Neuve, même si la contribution à leur production est effectivement attribuée à l'Alberta. Pour cette raison, l'emploi à Terre-Neuve est sur-estimé et l'emploi en Alberta, sous-estimé, avec pour conséquence que l'incidence globale de la migration sur la production par travailleur sera aussi sous-estimée.

Le fait de restreindre l'analyse à la migration interprovinciale plutôt que d'inclure aussi la migration infraprovinciale a aussi pour effet de diminuer l'incidence estimée de la migration sur la production. L'inclusion de la migration infraprovinciale, qui est presque trois fois plus élevée que la migration interprovinciale, aurait considérablement augmenté les gains totaux de production et de productivité attribuable à la migration.

Enfin, la décision de mesurer l'effet annuel plutôt que l'effet cumulé de la migration

représente une source potentiellement importante de sous-estimation de l'importance de la migration interprovinciale dans l'économie canadienne. Du fait que la migration est surtout un mécanisme servant à corriger les conditions du marché, elle fournit au marché du travail la souplesse nécessaire pour faciliter et favoriser des mouvements structurels bénéfiques pour l'économie. Lorsqu'un travailleur passe d'une province moins productive à une province plus productive, non seulement la productivité augmente-t-elle cette année-là, mais aussi chaque année par la suite pendant laquelle ce travailleur sera occupé. L'effet sur les niveaux est permanent plutôt que transitoire. Dans ce contexte, s'il n'y avait eu aucune migration interprovinciale pendant la période analysée dans notre article, les niveaux de la production et de la productivité auraient été beaucoup moins importants en 2006 qu'ils ne le sont actuellement. Bien entendu, il sera nécessaire de développer des méthodes plus raffinées pour s'attaquer à ces nombreuses limitations et pour obtenir des estimations plus précises de l'effet de la migration interprovinciale sur la production et la productivité au Canada.

Conclusion

En elle-même, la réaffectation des travailleurs n'entraîne pas une croissance de la productivité. Ce sont des facteurs comme l'accroissement du capital humain, le progrès technique et l'investissement en capital qui créent les gains potentiels de productivité. La réaffectation des travailleurs vise à assurer une exploitation plus poussée de ces gains de productivité. Cette réaffectation peut survenir à la fois à l'intérieur des entreprises, des industries et des provinces et entre celles-ci. Les estimations de l'effet de la réaffectation interprovinciale du travail sur la croissance de la productivité représentent, dans cet article, uniquement une partie de l'incidence

que la réaffectation globale des travailleurs a en bout de ligne sur la croissance de la productivité.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation de 50 % du nombre de migrants interprovinciaux au Canada entre 2003 et 2006, en grande partie sous l'impulsion d'une migration accrue vers une province de haute productivité comme l'Alberta, a fait grimper la production et la productivité globales du travail dans l'économie canadienne. Pour 2006, on estime à 883,1 millions de dollars (en prix constants de 1997), c'est-à-dire 0,074 % du PIB, les gains nets de production attribuables à la migration interprovinciale. Les taux d'emploi plus élevés dans les provinces enregistrant un solde positif net de migrants interprovinciaux ont figuré pour 398,0 millions de dollars de ce montant, alors que la productivité plus élevée dans ces provinces intervenait pour 485,0 millions de dollars.

Références

- Finnie, Ross (2001) « L'incidence de la mobilité interprovinciale sur les gains des particuliers : Estimations de modèles par panel pour le Canada », document de recherche n° 163, n° 11F0019MIF au catalogue, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail, Statistique Canada, octobre.
- Grady, Patrick, et Kathleen Macmillan (2007), « Inter-Provincial Barriers to Labour Mobility in Canada: Policy, Knowledge Gaps and Research Issues », communication présentée à Ressources humaines et Développement social Canada et à Industrie Canada, 30 pages.
- Lin, Z (1995) « La mobilité interprovinciale de la main-d'oeuvre au Canada : Le rôle de l'assurance-chômage et de l'aide sociale », Direction des programmes d'assurance, Résumé d'évaluation n° 26, Développement des ressources humaines Canada.
- Sharpe, Andrew, Jean-Francois Arsenault et Daniel Ershov (2007) « The Impact of Interprovincial Migration on Aggregate Output and Labour Productivity in Canada, 1987-2006 », rapport de recherche 2007-02 du CENV, novembre.
- Statistique Canada (2001) « Fichiers de microdonnées à grande diffusion du Recensement de 2001 : documentation à l'intention des utilisateurs de fichiers de particuliers ».